

député d'Eglinton (M. Fleming), qui a été prononcé le mardi 20 décembre et que la plupart d'entre eux semblent préférer oublier.

Il convient aussi de noter que l'honorable député a en outre passé cinq minutes de son temps à exprimer ses griefs personnels, chose qu'il aurait pu faire sans doute à un autre moment mais qui n'a certes pas sa place durant le débat sur le budget. Je suppose que c'est une autre façon d'évaluer l'importance que l'honorable député attache au budget dont nous sommes saisis. Je me propose bien, monsieur l'Orateur, de parler du budget et de questions qui s'y rattachent et, contrairement à l'honorable député d'Halton, en parlant du budget, j'ai bien l'intention de dire pourquoi on nous a présenté un budget: c'est en raison de la crise du chômage qui sévit à l'heure actuelle au pays. L'honorable député d'Halton s'est bien gardé de laisser échapper le vilain mot «chômage».

Je n'irai pas dire que tout ce qu'il y a dans le budget est mauvais. Il y a à prendre et à laisser. Il y a des parties qui sont mauvaises. Cependant, à mon avis, même si une chose ne présente que quelques défauts, elle perd de son attrait. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles les tenants du gouvernement ne tiennent pas particulièrement à parler de ce que nous a présenté le ministre des Finances.

Bien des gens semblent se demander pourquoi il a fallu présenter un budget supplémentaire. La seule raison que je puisse trouver, c'est que le ministre des Finances lui-même s'est senti éclipsé dans la course à la publicité et que la seule façon pour lui de demeurer en évidence, c'était de présenter un budget. Bien que certaines propositions du ministre ne soient pas mal,—et nous révélerons notre attitude en temps opportun,—on ne saurait trouver de raison suffisante pour le justifier d'avoir présenté un budget.

Si le ministre, avec la modestie qui caractérise certains de ses collègues, avait dit: «Nous estimons que certains changements pourraient être apportés, sans nécessiter toute la cérémonie d'un budget, mais qui pourraient être d'une certaine utilité.» S'il avait agi ainsi, modestement, et attendu que les résultats se fassent sentir, peut-être le ministre aurait-il eu dans six mois la satisfaction de constater certains résultats. Mais il est incapable d'agir de cette façon. C'est tout le contraire. Il a tendance à faire de toutes choses un gros ballon, et, comme tous les ballons, ceux du ministre finissent par crever. Les espoirs qu'a suscités le ministre, avant et après le budget, sont d'un caractère tel qu'ils ne sauraient se réaliser dans aucun des résultats qu'on peut vraisemblablement attendre.

Je regrette que le ministre des Forêts (M. Flemming) ne soit pas ici en ce moment.

Il y était il y a quelques instants et je voulais parler de lui. Je pense que, dans les provinces de l'Atlantique, nous nous attendions tous que lorsque cette grande étoile du Nouveau-Brunswick,—peut-être devrais-je le qualifier d'étoile tombée,—arriverait à la Chambre, les idées fiscales et les réclamations de la région de l'Atlantique qu'il avançait avec tapage à Fredericton, seraient reflétées dans le budget de son homonyme, une fois qu'il serait devenu membre du gouvernement. Tous ceux des provinces de l'Atlantique sont fort déçus de constater que la seule mention relative à ces provinces a trait à l'impossibilité d'avoir des programmes régionaux au Canada. Je paraphrase la déclaration du ministre à ce propos.

J'aimerais dire quelques mots à propos d'un aspect du budget qui, à mon avis, est tout à fait mauvais. Je dois dire que l'honorable député de Carleton (M. Bell) ne s'est pas trompé en prévoyant que j'allais en dire un mot. S'il ne s'est pas trompé dans ses prévisions, c'est que, évidemment, il a travesti l'histoire dans son discours d'hier. L'honorable député tenait à tout prix à laisser entendre que les propositions «canadiennes» du ministre des Finances sont tout à fait dans la tradition libérale. Il a parlé de M. Fielding en 1904, et a même invoqué le nom de ce pauvre sir Clifford Sifton.

M. Bell (Carleton): Que vient faire le mot «pauvre» à propos de sir Clifford?

L'hon. M. Pickersgill: C'est qu'il faisait piètre figure au gouvernement à l'époque, comme le sait l'honorable député, et qu'il a démissionné peu de temps après. Mais l'honorable député a essayé de dissimuler cette proposition dans les vastes plis du manteau de M. Mackenzie King, et a dit que le gouvernement actuel remontait à l'année 1936, c'est-à-dire à l'attitude prise par M. King qui avait été érodée,—je ne suis pas sûr si c'est bien le terme employé par l'honorable député...

M. Pallet: Ciselée.

L'hon. M. Pickersgill: Oui, naturellement, l'honorable député de Peel (M. Pallett), qui a fourni le mot, devrait savoir ce qu'il signifie. J'accepterai l'amendement, je pense. Le mot en question était «ciselé».

Le fait est, bien entendu, que ce que le gouvernement fait est précisément la même chose qu'il a faite il y a deux ans au sujet du dumping. Cela remonte à juste un peu avant 1936. Cela remonte à Bennett et aux dispositions arbitraires qui conféraient tous les pouvoirs au ministre, les enlevant au Parlement et abolissant tout appel à la Commission du tarif ou, sur des points de droit,